

Communiqué de la Fédération CGT des Services publics

De nombreux·ses citoyen·nes ont été touché·es, ces derniers jours, par les intempéries dans les départements du Pas-de-Calais, de Bretagne et en Corse, touchée par les incendies. Les personnels de la Fonction publique territoriale sont, là comme ailleurs, en première ligne. Cette proximité, qui fait la richesse de leurs métiers, doit s'accompagner de garanties en matière de sécurité et de conditions de travail. La Fédération CGT des services publics adresse à la population, à toutes et tous les agent·es son soutien et sa solidarité en cette période.

Pour la Cgt, le gouvernement doit prendre la mesure des enjeux : de tempêtes en inondations, de chute de neige en glissement de terrain, la multiplication des « événements extrêmes » liée au changement climatique nécessite une organisation et des moyens alloués aux services publics permettant de remplir leurs rôles, lourde de conséquences pour les populations et les agent·es.

Comme la Cgt ne cesse de l'affirmer, les politiques de démantèlement des services publics au travers notamment de la Révision Générale des Politiques Publiques, rendent difficiles voire dangereuses les conditions de travail et de vie de chaque agent·es.

A l'inverse, les agents publics, quels qu'ils soient, ont fait preuve d'une responsabilité et d'une réactivité exceptionnelle ! Dans les crèches, dans les écoles, dans les collectivités, ils se sont organisés pour éviter des situations dramatiques. Cet investissement sera-t-il toujours possible demain quand les services fonctionneront à effectifs réduits ou quand les collectivités territoriales seront obligées de renoncer à toute intervention par défaut de financement ou limitation des compétences ?

Est-il juste que l'intérêt, la sécurité de tous reposent sur l'engagement et la bonne volonté d'agent·es, pourtant souvent dépeints comme d'horribles nantis ? Combien de crises faudra-t-il pour que l'on convienne enfin de l'absurdité et de la dangerosité de toutes ces réformes passées ?

Pour la Cgt, il est temps au contraire de prendre la mesure des besoins pour chaque agent·e, chaque citoyen·ne: investir dans un Service Public de qualité, c'est créer les conditions d'un développement équilibré, harmonieux, bref humain et durable ! Cela nécessite aussi une réforme des financements publics et de la fiscalité, au service du progrès social.

Nous invitons l'ensemble des employeurs territoriaux à entamer de toute urgence un dialogue avec les représentant·es du personnel sur ces sujets.

Montreuil, le 08 janvier 2024